

Bonjours a vous les commissaires

Après vous avoir rencontré avec M. Lacombe, plusieurs idées pour redresser l'agriculture en général me sont venues à l'esprit.

Aucun intervenant agricole (agronome, professeur, vendeur, politicien ou agriculteur) aime se faire pointer du doigt pour trouver le coupable de la crise que nous traversons, la raison est simple : NOUS sommes tous les responsables. Mais nous sommes tous la solution aussi.

Se qui peut-être fait rapidement du côté des semenciers et des coopératives, serait-il plus normal d'avoir un escompte en fonction du pourcentage des achats et non de la quantité achetée. Exemple; si je cultive 100 arpents et que je prend tous mes intrants à la coop local, pourquoi je paie plus cher que la personne qui a 300 arpents mais qui achète que 30% de la même coop??? et de se faire dire que tu as pas assez grand, grossi tu vas avoir plus d'escompte!!!

Du côté politique et pour faire plus reconnaître l'agriculture, si des bons de placement pour l'agriculture étaient faits, la promotion de ce bon de placement pourrait être un atout pour les investisseurs des autres secteurs économiques sans que l'agriculture ait besoin de toujours demander d'être supportée par l'état.

Du côté de la relève, tous le monde s'entend pour dire que l'agriculture d'aujourd'hui peu rentable à court termes mais semble rentable à long termes. Si une personne veut s'établir en agriculture, il doit avoir beaucoup d'argent pour acquérir une ferme, le quota ou la machinerie, si un partenariat pouvait être fait avec un investisseur (pas un intégrateur) et la financière cela pourrait aider plusieurs à débuter. Exemple; si je veux partir ou agrandir ma ferme et que je trouve une personne qui veut investir à long termes (10 ans ou 20 ans), des crédits impôts pourraient être reconnus pour cette personne et aiderait à diminuer le niveau d'endettement de l'agriculteur. Car nous sommes tous d'accord c'est lorsque nous vendons nos fermes que nous avons de l'argent, mais si nous voulons la laisser à nos enfants que reste-t-il???. Plusieurs ont choisi de vendre plutôt que d'endetter leurs enfants, belle relève!!!

Du côté des quotas et des grains l'enjeu est plus risqué, si un prix plancher était fait quel serait les retombées, si les meuneries ou centres de grains devaient demander le consentement du gouvernement avant de faire appel à un bateau étranger (arme ultime pour garder les prix le plus bas possible), si les quotas étaient pour la production de masse et une ouverture plus logique pour les petits producteurs, Exemple; un agriculteur qui veut vendre sa viande de poulet (ou autres), il a un marchand qui voudrait bien vendre ces poulets mais ils ne peuvent les prendre, si le revenu des poulets représente le revenu moyen d'un salarié pourquoi ne pourrait-il pas le faire si un abattoir pouvait certifier que le poulet enveloppé appartient à ce producteur sans qu'il y ait de quota, je ne parle pas de 10 000 poulets par année.

merci de votre temps  
salutations les plus sincères  
Daniel Graveline